



Déclaration de la FSU

CTA du 19 mars 2015

Monsieur le Recteur,

Cette séance du CTA est consacrée aux moyens dévolus à la rentrée 2015. La lecture des documents qui nous ont été transmis dans ce cadre laisse une impression plus que mitigée.

En effet, si nous pouvons nous satisfaire du report des cartes cibles pour les CPE et les documentalistes, et si les lycées techniques et généraux sont abondés légèrement en postes à la rentrée 2015, nous ne pouvons, en revanche, que constater que cela se fait au détriment des autres niveaux. L'enseignement professionnel continue de rendre des postes, tout comme le premier degré ; sans parler des collèges de certains départements, dont les chiffres ne figurent pas dans cette préparation.

Nous nous interrogeons en particulier sur le travail mené autour de la carte des formations : peu de mesures concernant l'enseignement professionnel sous statut scolaire et dans les formations supérieures, le seul BTS fermé est, comme par hasard, le seul BTS implanté dans un lycée professionnel public. Nous condamnons, par ailleurs, le développement continu des formations à publics mixés (élèves et apprentis). Sans réflexion sur les filières à développer et sur les moyens d'une réelle revalorisation de la voie professionnelle, cette stratégie n'a aucune chance d'aboutir et place de surcroît les collègues en situation pédagogique difficile. C'est l'avenir de l'enseignement professionnel qui est en jeu ici. A ce jour, la carte des formations n'a toujours pas fait l'objet d'une signature de la part de la région. Si des ouvertures de formation étaient proposées, nous voyons mal comment le Rectorat réinjecterait des moyens tant au niveau des heures d'enseignement que des personnels alors que les DHG dans les établissements ont été ventilées, que les conséquences en terme de postes seront actées prochainement et que le serveur pour le mouvement intra-académique ouvre vendredi. Un travail harmonieux entre la région et le rectorat est nécessaire, dans ce domaine comme dans d'autres, pour garantir un service public optimal aux élèves et aux familles.

Par ailleurs, depuis les événements de janvier, la Ministre multiplie les interventions et les effets d'annonce : numérique, laïcité, valeurs de la République, harcèlement, développement durable... Pour la FSU, il s'agit là d'un véritable rideau de fumée médiatique pour masquer les difficultés quotidiennes de l'Éducation, affichée comme "prioritaire", car les créations d'emplois sont insuffisantes pour transformer l'école concrètement, permettre la réussite de tous les élèves et améliorer les conditions d'enseignement et de travail des personnels : le quotidien professionnel de nos collègues est difficile (effectifs, prise en charge des élèves à profil particulier, de la difficulté scolaire, temps de travail en augmentation, isolement, injonctions multiples...). A ce titre, le projet de plan de formation continue est caractéristique : budget largement insuffisant, beaucoup d'idées pieuses étalées sur des pages et au final bien peu de réponse aux problèmes quotidiens des collègues.

La FSU rappelle le besoin d'un investissement massif pour l'école et les services publics qui va à l'encontre des politiques d'austérité actuelles. Enfin, nous rappelons une nouvelle fois que les professeur-e-s français sont parmi les plus mal payé-e-s d'Europe. L'école mérite plus que cela ! C'est le message que porteront les enseignant-e s dans la rue le 9 avril aux côtés de l'ensemble des salarié-e-s pour exiger des choix politiques plus justes et plus efficaces.